

MINISTRE DES FINANCES

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

N° AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2026 DU POUR LA SELECTION
D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT TECHNIQUE, COMPTABLE ET FINANCIER DU PROJET DE
RENFORCEMENT DE LA DECENTRALISATION AU CAMEROUN (REDECA)

Le Ministre des Finances, Maître d'ouvrages du C2D-Pilotage, a reçu un financement du C2D, et a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre des audits techniques, comptables et financiers du **Projet de Renforcement de la Décentralisation au Cameroun (REDECA)**.

Les Services du Candidat auront pour objet d'exprimer une opinion professionnelle sur les éléments suivants :

- les états financiers du Projet REDECA donnent une image fidèle, dans tous leurs aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le Projet REDECA au cours de la période couverte par l'audit ;
- les fonds alloués au Projet REDECA sont, dans tous leurs aspects significatifs, utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables ; les dépenses respectent les règles de bonne gestion financière, appréciées notamment au regard des critères d'éligibilité (cf. Annexe 1 – Nomenclature des constats et anomalies) ;
- les marchés ont été passés conformément aux règles en vigueur et dans le respect des principes d'économie, d'efficacité, de transparence et d'équité ;
- le système de contrôle interne mis en place et utilisé par l'Entité afin de gérer les risques liés à la réalisation des objectifs du Projet REDECA a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période couverte par l'audit ;
- les marchés ont été exécutés conformément aux prescriptions techniques et selon les normes prévues.

L'auditeur devra également formuler des recommandations sur les différents aspects de l'audit

Pour l'audit de clôture, l'auditeur devra mener les diligences suivantes :

- Vérifier que la date limite de transfert des fonds du concours sur le compte dédié a été respectée ainsi que la date limite de la dernière demande de transfert ;
- Vérifier que la date limite d'utilisation des fonds du concours à partir du compte dédié du projet a été respectée ainsi que la date limite de soumission des dernières demandes de paiement – les dépenses payées après cette date seront ressorties ;
- S'assurer que les dépenses payées pendant la période de clôture correspondent bien à des travaux et services livrés et réceptionnés par le projet préalablement à leur paiement – les dépenses payées ou engagées pendant la période de clôture correspondant à des travaux et services livrés et réceptionnés après la date limite d'utilisation des fonds seront relevées ;
- Vérifier que les créances relatives au projet à la date de clôture sont justifiées et si des dispositions ont été prises pour leur reversement comme fonds non utilisés

- Vérifier l'existence d'une liste détaillée de tous les biens d'actif immobilisés acquis dans le cadre du projet et s'assurer que les dispositions ont été prises pour le transfert des biens dans le patrimoine de l'Etat (Gouvernement) en conformité avec les règles de gestion des finances publiques applicables aux projets financés par les Partenaires Techniques et Financiers externes ;
- Vérifier que toutes les dettes relatives au projet et éligibles au financement ont été payées et justifiées/ documentées ;
- Vérifier qu'après la date limite d'utilisation des fonds, des dispositions ont été prises pour le reversement des fonds non utilisés du compte dédié et la fermeture du compte dédié du projet ;
- Vérifier que tous les engagements donnés par le projet à la date de clôture de la période sont prévus dans les accords de financement,
- Indiquer le solde théorique à reverser au compte Bilatéral du C2D.

La présente mission d'audit s'inscrit en droite ligne des exigences conventionnelles de suivi annuel des opérations financées par les concours C2D, et notamment celles figurant dans la convention n°CCM1823 01 M qui consacre l'octroi d'un financement additionnel au projet REDECA. Cet audit sera réalisé pour les exercices 2026, 2027, 2028 et clôture.

Le budget global pour l'exécution du projet REDECA pendant la période d'exécution du projet s'élève à quatre millions cinq cents mille euros (4 500 000 euros), soit deux milliards neuf cent cinquante-un mille huit cent six mille cinq cents (2 951 806 500 CFA TTC) Francs CFA ;

Pendant la période d'exécution du projet, il est prévu d'épuiser l'enveloppe globale dans le cadre des dépenses liées à la mise en œuvre des activités du projet qui est de deux milliards neuf cent cinquante-un mille huit cent six mille cinq cents (2 951 806 500 TTC) Francs CFA ;

Il est ouvert au profit du projet REDECA un (01) compte bancaire intitulé « **CAA-AFD-REDECA- PROJET RENFORCEMENT DE LA DECENTRALISATION AU CAMEROUN** », domicilié à la Commercial Bank.

L'enveloppe globale du projet consistera à satisfaire les dépenses liées aux activités à hauteur de 3 945 000 euros soit 2 587 750 365 Francs CFA et les dépenses de fonctionnement de l'UGP et divers et imprévus à hauteur de 555 000 euros soit 364 056 135 Francs CFA.

Le budget estimatif de la prestation est de FCFA 50 000 000 (cinquante millions).

Le Ministre des Finances invite les Candidats à manifester leur intérêt à fournir les Services décrits ci-dessus.

Cet Appel à Manifestations d'Intérêt s'adresse aux Cabinet d'Audits.

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>.

Dossier de Candidature :

Les candidats intéressés par cet Appel à Manifestation d'Intérêt devront fournir minima :

- ✓ Une lettre de motivation dûment signée, datée ;
- ✓ La déclaration d'intégrité signée (Annexe 1 ci-joint et disponible dans les locaux du Maître d'Ouvrage et sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>) ;

- ✓ L'accord de groupement ou la lettre d'intention de former un groupement et les pouvoirs du mandataire le cas échéant ;
- ✓ Les pièces administratives (organigramme, attestation de conformité fiscale et attestation de non-exclusion des marchés publics)
- ✓ Trois (03) références d'audit des projets d'un montant total de financement similaire à celui du projet REDECA, réalisés en Afrique sub-saharienne et plus particulièrement au Cameroun au cours des cinq dernières années.

N.B. :

- a) Pour être validée, chaque référence en prestation d'audit comptable et financier devra être justifiée par
1. La première et la dernière page du Contrat et tout autre page faisant ressortir le montant du contrat ;
 2. la photocopie du procès-verbal de réception, ou du certificat de bonne fin délivrée par les services du Maître d'Ouvrage, ou de l'attestation de mainlevée de la caution de bonne fin,
 3. la preuve d'audit des projets d'un montant total de financement similaire à celui du projet REDECA, réalisés en Afrique sub-saharienne au cours des cinq dernières années,
 4. Si un soumissionnaire présente plus de trois (03) références, seules les trois premières références seront prises en compte par la Commission Technique Chargée d'analyser les offres.
- b) Une entité ne peut pas être membre de plus d'un groupement.

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement.

Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

NB : Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

- ✓ une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres, ou
- ✓ une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de projet d'accord de Groupement.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous-traitants.

Les références et qualifications des Sous-traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent trois (03) références de prestations récentes et similaires.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

- ✓ De l'ampleur des marchés : les candidats présenteront des références dans les prestations

d'audit des projets ou programme publics d'un montant total de financement similaire à celui du projet REDECA (2,9 milliards), réalisées dans l'Afrique subsaharienne au cours des cinq dernières années :

- ✓ De la nature des Services : Audit technique, comptable ou financier
- ✓ Du domaine et de l'expertise technique : Les candidats présenteront des références en audit au sein desquelles ils ont mobilisé une équipe d'experts-auditeurs et préciseront l'articulation en matière de mobilisation des différents profils d'experts mobilisés ;
- ✓ Du contexte géographique : les candidats présenteront des références en Afrique subsaharienne, les références de mission au Cameroun seront particulièrement appréciées.

La langue utilisée dans le cadre de ces prestations peut être en langue anglaise ou en langue française.

Le Ministre des Finances dressera une liste restreinte de six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services requis.

Les Manifestations d'Intérêt rédigés en français ou en anglais seront déposés en quatre (04) copies dont (01) original et trois (03) copies marquées comme tels (« copie ») sous pli fermé et scellé au STADE-C2D s/c du Ministère des Finances sis à Nlongkak face OMS au RDC de l'immeuble OYILI, au plus tard le **23 SEP 2026** à 15 heures. Le dossier de candidature comportera également une version numérique de l'offre, déposée sur une clé USB ou un CD-rom. Les dossiers de candidature devront porter la mention suivante :

10005 AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
N° /AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2026 DU 23.06.2026
L'AUDIT TECHNIQUE, COMPTABLE ET FINANCIER DU PROJET DE RENFORCEMENT DE LA
DECENTRALISATION AU CAMEROUN (REDECA).

« NB : A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse et aux horaires mentionnées ci-dessous : Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Finances – STADE- C2D, sis à Nlongkak face OMS au RDC de l'immeuble OYILI, BP : 33232 Yaoundé, Tél. : (237) 22 20 30 58, Email : minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com.

Yaoundé, le

LE MINISTRE DES FINANCES
MAITRE D'OUVRAGE DU C2D PILOTAGE

Améliorations :

- SOPECAM (pour publication)
- ARMP (pour publication)
- DG MARKET (pour publication)
- MINFI
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE

l'exécution du contrat, sous réserve que cette résiliation n'ait pas fait l'objet d'une contestation de sa part qui soit en cours de traitement ou qui ait donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à ses fins exclusives :

- 2.4 Faire l'objet d'une mesure d'indéligibilité prise par une des banques multilatérales de développement signataires de l'accord de reconnaissance mutuelle du 9 avril 2010⁴ (dans l'hypothèse d'une telle mesure d'indéligibilité, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette mesure d'indéligibilité n'est pas pertinente dans le cadre du Marché), le cas échéant ;
 - 2.5 N'avoir pas rempli ses obligations relatives au paiement de ses impôts ou des cotisations sociales sociaux dûs dans le pays de notre pays d'établissement, ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;
 - 2.6 Avoir produit de faux documents ou s'être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du Marché.
3. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom², ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos cores traitants, ni nos actionnaires directs ou indirects, ni nos filiales, agissant avec notre connaissance ou consentement :
1. n'est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d'une personne ou entité visée par des mesures de sanctions individuelles adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France ;
 2. n'est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d'une personne ou entité visée par des mesures de sanctions sectorielles adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France ;
 3. n'est inéligible pour la réalisation du projet en raison de toute autre mesure de sanctions internationales adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne ou la France.
4. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom², ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos cores traitants, ne sommes ni n'avons été (en cas de refinancement d'un marché déjà existant) dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
- 4.1 Être un enfant ou un conjoint du Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit d'intérêt ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
 - 4.2 Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit d'intérêt ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
 - 4.3 Contrôler ou être contrôlé par un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise ou d'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre candidat, soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des relations avec un autre candidat, soumissionnaire ou consultant nous permettant d'influencer ou de donner accès à des informations contenues dans nos candidatures, ainsi qu'à des informations respectives de nature à fausser le jeu de la concurrence, (ii) de les influencer, ou (iii) d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;
 - 4.4 Être engagé pour la réalisation de prestations intellectuelles qui, par sa nature, est ou pourrait être incompatible avec la mission en usage pour le compte du Maître d'Ouvrage ;

- 4.5 Avoir obtenu solennellement ou avoir été associé à une personne physique ou morale qui a préparé et/ou communiqué des offres de références et autres documents qui ont été utilisés dans le cadre du processus de passation du présent Marché, et qui contiennent des dispositions de nature à fausser toute candidature, offre ou proposition ;
- 4.6 Avoir pu être soi-même, avoir préparé soi-même, être ou avoir été associé à une personne physique ou morale, ou avoir été associé, ou préparé des spécifications, plans, calculs, études et autres documents qui n'ont pas été communiqués à l'ensemble des candidats, membres d'un consortium convenus dans le cadre de la présente passation de Marché, et qui contiennent des renseignements concédés/inadéquats ;
- 4.7 Dans le cadre de la passation de ce Marché, être ou déjà être la passation d'un Marché de travaux, équipements ou services, ou de sous-traitance, à un devoir être (ou que l'une des entreprises auxquelles nous sommes liés par contrat, ou autre l'être), pour effectuer la supervision ou le contrôle des prestations dans le cadre du présent.
5. Si nous sommes liés par contrat avec une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous bénéficions d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes pleinement soumis aux règles du droit commercial.
6. Dans le cadre de la passation de l'exécution du Marché :

 - 6.1 Nous ne divulguons ni divulguerons notre nom, ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos employés, ni l'un de nos collaborateurs de Pratique prohibée telle que définie dans la charte interne de l'Afrique générale du groupe AFD en matière de prévention et de lutte contre les "Pratiques Corruptives", d'éponible sur le site Internet de l'AFD.
 - 6.2 Nous ne divulguons ni divulguerons notre nom, ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos employés, ni l'un de nos collaborateurs ou fournir [avons acquis ou fourni (en cas de référence) ou avons été déjà attribué] de matériel ni intervenir [ne sommes intervenus (en cas de référence) ou avons été déjà attribué] dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union européenne ou de la France.
7. Nous nous engageons à ce que quiconque agissant en notre nom², tout membre de notre groupement, tout sous-traitant s'engage à :

 - 7.1 respecter les lois, règlements, décrets reconnus par la communauté internationale parmi lesquels les conventions internationales pour la protection de l'environnement, et notamment les mesures raisonnables pour éviter ou limiter les effets négatifs sur la biodiversité, les sols, les nappes d'eau souterraine et superficielles, et sur les personnes vivant à proximité de la pollution, bruit, vibrations, trafic et autres effets résultant de nos activités, ainsi que les lois et réglementations applicables dans le pays de réalisation du Marché ;
 - 7.2 prendre toutes les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'ils sont identifiés dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage afin de réduire les dommages, les rejets en surface et les effluents produits par nos activités, conformément aux spécifications ou les prescriptions applicables au Marché ;
 - 7.3 respecter les lois, règlements relatifs aux salaires, horaires de travail, repos et vacances, heures supplémentaires, paiements réguliers, compensations et bénéfices conformément aux lois, règlements par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les recommandations fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), en conformité avec les lois, règlements applicables au pays de réalisation du Marché ;

⁵ A titre info, <http://www.cadec.ca/eng/la-justice/030101-eng.aspx> and <http://www.sic.fishbase-contre-la-corruption>

s'organiser et mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes pour les travailleurs directs ou indirects

- 7.4 mettre en place des politiques de non-discrimination et d'égalité d'opportunités, et à assurer l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé.
- 7.5 maintenir un dossier pour chaque membre du personnel local consignait les heures travaillées par chaque personne, le type de travail, les salaires payés et les formations suivies, et à ce que ces dossiers soient facilement accessibles en tout temps afin qu'ils puissent être examinés par le Maître d'Ouvrage et ses représentants autorisés du gouvernement, dans le respect des lois et réglementations applicables à la protection des données personnelles dans le pays de réalisation du marché.
8. Nous-mêmes ou toute personne agissant en notre nom? les membres de notre groupement, nos sous-traitants, nos employés directs ou indirects, et nos filiales autorisons l'AFD à mener des investigations, et notamment à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché, y compris, mais sans s'y limiter, nos processus et procédures internes liés au respect des standards internationaux prononcés par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, et de les faire vérifier par des auditeurs désignés par l'AFD.
9. Nous déclarons que nous avons payé ou que nous paierons, des commissions, avantages, honoraires, gratifications ou frais en rapport avec la procédure de passation du Marché ou de l'exécution du Marché au profit de la/des tierce(s) personne(s) suivante(s) (comme par exemple un intermédiaire agent) :

Nom du bénéficiaire	Montants	Motif	Montant (Préciser la devise)

(*) : Si aucune commission n'a été payée ou ne doit être payée, indiquer "Aucune".

10. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation en regard des points qui précèdent, y compris en cas de toute mesure de sanction ou d'endossement par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France intervenu suite à notre signature de la présente Déclaration.

Nom : _____ En tant que : _____

Dûment habilité à signer pour et au nom de : _____

Signature : _____

En date du : _____

⁶ En cas de groupement, inscrire le nom du groupement, la personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire, et indiquer que le soumissionnaire s'engage à octroyer le pouvoir qui lui est confié par ledit soumissionnaire, consultant ou bénéficiaire.

NOTICE OF CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST

The Minister of Finance, acting as the Contracting Authority for the C2D-Pilotage unit, has received funding from the C2D and intends to use a portion of these funds to make payments for technical, accounting, and financial audits of the **Decentralization Strengthening Project in Cameroon (REDECA)**.

- the financial statements of the REDECA Project present a true and fair view, in all material respects, of the expenditure actually incurred and the revenue actually received for the REDECA Project during the period covered by the audit;
- the funds allocated to the REDECA Project are, in all material respects, used in accordance with the applicable contractual conditions; the expenditure complies with the principles of sound financial management, assessed in particular against eligibility criteria (see Annex 1 – Classification of findings and irregularities);
- contracts were awarded in accordance with the rules in force and in compliance with the principles of economy, efficiency, transparency, and fairness;
- the internal control system established and used by the Entity to manage risks associated with achieving the REDECA Project objectives was adequately designed and operated effectively during the period covered by the audit;
- contracts were executed in accordance with technical specifications and the prescribed standards.

For the closing audit, the auditor must carry out the following procedures:

- Verify compliance with the deadline for transferring grant funds to the dedicated account and the deadline for the final transfer request;
- Verify compliance with the deadline for utilizing grant funds from the project's dedicated account and the deadline for submitting final payment requests—expenditures paid after this date must be identified;
- Ensure that expenditures paid during the closing period correspond to works and services delivered to and accepted by the project prior to payment—expenditures paid or committed during the closing period corresponding to works and services delivered and accepted after the fund utilization deadline must be noted;
- Verify that project-related receivables at the closing date are substantiated and that arrangements have been made for their remittance as unused funds;

- Verify the existence of a detailed list of all fixed assets acquired under the project and ensure that arrangements have been made to transfer these assets to State (Government) ownership, in accordance with public finance management rules applicable to projects funded by external Technical and Financial Partners;
- Verify that all project-related debts eligible for funding have been paid and substantiated/documentated;
- Verify that, following the fund utilization deadline, arrangements were made to remit unused funds from the dedicated account and to close the project's dedicated account;
- Verify that all commitments made by the project as of the period closing date are provided for in the financing agreements;
- Indicate the theoretical balance to be remitted to the C2D bilateral account.

This audit assignment aligns directly with the contractual requirements for the annual monitoring of operations funded by C2D resources, specifically those set out in Agreement No. CCM1823 01 M, which grants additional funding to the REDECA project. This audit will cover the 2026, 2027, and 2028 fiscal years, as well as the project closure phase.

The total budget for the implementation of the REDECA project amounts to four million five hundred thousand euros (€4,500,000), equivalent to two billion nine hundred fifty-one million eight hundred six thousand five hundred CFA francs (CFA 2,951,806,500, tax inclusive);

During the project implementation period, the total allocated funds—amounting to two billion nine hundred fifty-one million eight hundred six thousand five hundred CFA francs (CFA 2,951,806,500, tax inclusive)—are intended to be fully utilized for expenses related to the implementation of project activities;

A bank account named "CAA-AFD-REDECA- PROJET RENFORCEMENT DE LA DECENTRALISATION AU CAMEROUN" (CAA-AFD-REDECA-Project for Strengthening Decentralization in Cameroon) has been opened for the REDECA project at Commercial Bank.

The total project budget will cover activity-related expenses amounting to €3,945,000 (equivalent to CFA 2,587,750,365) and operating expenses for the Project Management Unit (PMU), along with miscellaneous and contingency costs, amounting to €555,000 (equivalent to CFA 364,056,135).

The estimated budget for the service is CFA 50,000,000 (fifty million CFA francs).

The Minister of Finance invites Applicants to express their interest in providing the Services described above.

This Call for Expressions of Interest is addressed to design audit firms.

The eligibility criteria for AFD financing are specified in Article 1.3 of the "Guidelines for the Award of Procurement Financed by the AFD in Foreign States", available online on the AFD website: <http://www.afd.fr>

Application File:

Candidates interested in this Call for Expression of Interest must provide at least:

Selection of Consultants : Call for the Expression of Interest REDECA

- ✓ Une lettre de motivation dûment signée, datée ;
- ✓ La déclaration d'intégrité signée (Annexe 1 ci-joint et disponible dans les locaux du Maître d'Ouvrage et sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>) ;
- ✓ L'accord de groupement ou la lettre d'intention de former un groupement et les pouvoirs du mandataire le cas échéant ;
- ✓ Les pièces administratives (organigramme, attestation de conformité fiscale et attestation de non-exclusion des marchés publics)
- ✓ Trois (03) références d'audit des projets d'un montant total de financement similaire à celui du projet REDECA, réalisés en Afrique sub-saharienne et plus particulièrement au Cameroun au cours des cinq dernières années.

N.B.:

- a) To be validated, each reference regarding accounting and financial audit services must be substantiated by:
 1. The first and last pages of the contract and any other page showing the contract value;
 2. A photocopy of the acceptance report, the certificate of satisfactory completion issued by the Client's departments, or the certificate of release of the performance bond;
 3. Proof of audits performed on projects with a total funding amount similar to that of the REDECA project, carried out in sub-Saharan Africa within the last five years;
 4. If a bidder submits more than three (03) references, only the first three references will be considered by the Technical Commission responsible for analyzing the bids.
- b) An entity cannot be a member of more than one grouping.

Candidates may submit only one application, either in their own name or as part of a consortium.

If a Candidate (including a member of a consortium) submits or participates in multiple applications, those applications will be disqualified. However, the same subcontractor may participate in multiple applications.

NB : If the Candidate is formed as a Consortium, the Expression of Interest must include:

- ✓ a copy of the Grouping agreement concluded by all of its members, or
- ✓ a letter of intent to form a Grouping, signed by all its members and accompanied by a copy of the proposed Grouping agreement.

In the absence of this document, the other members will be considered as Subcontractors.

The references and qualifications of Subcontractors are not taken into account in the evaluation of applications.

Interested Candidates must provide information demonstrating that they are qualified and experienced to perform these Services. As such, they will justify that they have references of recent and similar services.

The similar character of the references will be analyzed according to:

Selection of Consultants : Call for the Expression of Interest REDECA

- ✓ Scale of contracts: Candidates must provide references for auditing public projects or programs with a total funding amount comparable to that of the REDECA project (2.9 billion), carried out in Sub-Saharan Africa over the past five years;
- ✓ Nature of services: Technical, accounting, or financial audit;
- ✓ Field and technical expertise: Candidates must provide audit references demonstrating the deployment of a team of expert auditors and specify the organizational structure regarding the mobilization of the various expert profiles involved;
- ✓ Geographical context: Candidates must provide references from Sub-Saharan Africa; references regarding assignments in Cameroon will be particularly valued.

An application that does not meet any of these requirements will be rejected.]

The language used in the context of these services may be in English or in French.

The Ministry of Finance will draw up a shortlist of a maximum of six (6) Candidates, pre-selected on the basis of the applications received, to whom it will send the Request for Proposals for the performance of the Services required.

Applications written in French or English will be submitted in four (04) copies including (01) original and three (03) copies marked as such ("copy") in a closed and sealed envelope at STADE-C2D s/c of Ministry of Finance located in Nlongkak opposite WHO on the ground floor of the OYILI building, no later than -----

23 SEP 2026 ----- 15 hours. The application file will also include a digital version of the offer, placed on a USB key or CD-rom. Applications should bear the following statement:

NOTICE OF CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST
N° /AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/ 2025 OF FOR
THE SELECTION OF A FIRM IN CHARGE OF CARRYING OUT THE TECHNICAL, ACCOUNTING
AND FINANCIAL AUDIT OF THE C2D-URBAN "REGIONAL CAPITALS" PROGRAMME.

« NB : To be opened only during the bid opening session ».

Interested Candidates can obtain additional information at the address and at the times mentioned below:
 Additional information can be obtained during working hours at the Ministry of Finance – STADE-C2D, located in Nlongkak opposite OMS on the ground floor of the OYILI building, BP: 33232 Yaoundé, Tel. : (237) 22 20 30 58, Email: minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com.

Yaounde, the

THE MINISTER OF FINANCE
PROJECT OWNER OF C2D STEERING

Ampliations :

- SOPECAM (pour publication)
- ARMP (pour publication)
- DG MARKET (pour publication)
- MINFI
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE

Selection of Consultants : Call for the Expression of Interest REDECA

Annex to the Expression of Interest

(To be provided signed with the application, without modification of the text)

Statement of Integrity, Eligibility and Environmental and Social Responsibility

Title of the offer or proposal----- (the "Contract")

To:----- (the
"Project Owner")

1. We acknowledge and accept that the French Development Agency (AFD) only finances the Client's projects on its own terms which are determined by the Financing Agreement which binds it directly or indirectly to the Client. The Contracting Authority retains exclusive responsibility for the preparation and implementation of the Procurement process and its execution. As a result, there can be no legal relationship between AFD and our company, our group, and our subcontractors. Depending on whether it is a contract for works, supplies, equipment, intellectual services (consultants) or other services, the Contracting Authority may also be referred to as the Client, Contractor or Buyer.
2. We certify that neither we, nor anyone acting on our behalf, nor any of our group members, nor any of our subcontractors, are in any of the following situations:
 - 2.1 Be in a state or have been the subject of bankruptcy, liquidation, judicial settlement, safeguard, cessation of activity, or be in any analogous situation resulting from a procedure of the same nature;
 - 2.2 Have been the subject, for less than five years, of a final administrative sanction, a final conviction pronounced by a competent authority, or any other out-of-court resolution having in particular an extinguishing effect of the public prosecution, either (i) in the country in which we are established, (ii) in the country where the Contract was performed, (iii) in the context of the award or performance of a contract financed by the AFD, (iv) issued by an institution of the European Union or (v) issued by a competent authority in France, for:
 - a) Prohibited Practices, as defined in Article 6.1 below, or for any offence committed in the context of the award or performance of a contract (in the event of such a sanction, conviction, or out-of-court resolution, we have the possibility of attaching additional information, such as a compliance program, to this Integrity Statement, to justify that we (or the person acting on our behalf, the member of our group, or our subcontractor) consider that the sanction, conviction or resolution is not relevant to the Contract, if applicable);
 - b) participation in a criminal organisation, terrorist offences or offences related to terrorist activities, child labour, or other offences related to trafficking in human beings;;
 - c) have created an entity in a different jurisdiction with the intention of evading tax, social security or any other legal obligation applicable in the territory in which its registered office, central administration or principal place of business is located or (ii) for the fact of being an entity created with the intention of avoiding such obligations;;
 - 2.3 Have been the subject of a termination pronounced at its exclusive fault in the last five years due to a serious or persistent breach of its contractual obligations during the performance of a contract, provided that this termination has not been the subject of a dispute on its part that is being processed or that has given rise to a court decision reversing the termination at its exclusive fault;

- 2.4 Be the subject of an ineligibility measure taken by one of the multilateral development banks that are signatories to the mutual recognition agreement of 9 April 2010 (in the event of such an ineligibility measure, we may attach to this Integrity Statement additional information that would allow it to be considered that this ineligibility measure is not relevant in the context of the Contract), if applicable;
 - 2.5 Have not fulfilled our obligations relating to the payment of taxes or social security contributions in accordance with the legal provisions of our country of establishment, or those of the country of the Project Owner;
 - 2.6 Producing false documents or making false statement(s) by providing the information required by the Employer in connection with this Contract award and award process.
3. We certify that neither we, nor anyone acting on our behalf², nor any of our group members, nor any of our subcontractors, nor our direct or indirect shareholders, nor our subsidiaries, acting with our knowledge or consent:
- 3.1 is directly or indirectly targeted, controlled by, or acts in the name of or on behalf of a person or entity subject to individual sanctions measures adopted by the United Nations, the European Union and/or France;
 - 3.2 is directly or indirectly targeted, controlled by, or acts in the name of or on behalf of a person or entity subject to sectoral sanctions measures adopted by the United Nations, the European Union and/or France;
 - 3.3 is ineligible for the implementation of the project due to any other international sanctions measure pronounced by the United Nations, the European Union or France.
4. We certify that neither we, nor anyone acting on our behalf², nor any of the members of our consortium, nor any of our subcontractors, are [nor have we been (in the event of the refinancing of a contract already awarded)] in any of the following situations of conflict of interest:
- 4.1 Be a shareholder controlling the Project Owner or a subsidiary controlled by the Project Owner, unless the resulting conflict has been brought to the attention of AFD and resolved to its satisfaction;
 - 4.2 Have a business or family relationship with a member of the Client's services involved in the procurement process or the supervision of the resulting Contract, unless the resulting conflict has been brought to the attention of AFD and resolved to its satisfaction;
 - 4.3 Control or be controlled by another candidate, tenderer or consultant, be under the control of the same company as another candidate, tenderer or consultant, receive from another candidate, tenderer or consultant or award grants directly or indirectly to another candidate, tenderer or consultant, have the same legal representative as another candidate, tenderer or consultant, directly or indirectly maintain contacts with another candidate, tenderer or consultant allowing us (i) to have given, and/or to give access to information contained in our respective applications, tenders or proposals likely to distort competition, (ii) to influence them, or (iii) to influence the decisions of the Client;
 - 4.4 Be engaged for an intellectual services mission which, by its nature, is or could be incompatible with the mission envisaged on behalf of the Project Owner;
 - 4.5 Have prepared or have been associated with a natural or legal person who has prepared specifications, terms of reference and other documents that have been used in the context of the

- procedure for the award of this Contract, and which contain provisions likely to favour an application, offer or proposal;
- 4.6 Have access or had access to, have prepared oneself, be or have been associated with a natural or legal person who has access, had access to, or prepared specifications, plans, calculations, studies and other documents that have not been communicated to all candidates, tenderers or contractors in the context of this Procurement, and which thus confer an undue competitive advantage;
- 4.7 In the case of a procedure for the award of a Contract for works, equipment or supplies, be recruited yourself, or must be recruited (or that one of the companies with which we are affiliated is, or must be), to supervise or control the services in the context of the Contract.
5. If we are a public institution or a public company, in order to participate in a competitive tendering procedure, we certify that we have legal and financial autonomy and that we are managed according to the rules of commercial law.
6. As part of the award and performance of the Contract:
- 6.1 Neither we, nor anyone acting on our behalf², nor any of the members of our group, nor any of our subcontractors, have committed or will commit any Prohibited Practices as defined in the document entitled "AFD Group's General Policy on the Prevention and Fight against Prohibited Practices", available on AFD's website.
- 6.2 Neither we, nor anyone acting on our behalf², nor any of our consortium members, nor any of our subcontractors, will acquire or supply [have acquired or supplied (in the case of refinancing of a contract already awarded)] any equipment or intervene [have intervened (in the case of refinancing of a contract already awarded)] in areas under UN embargo, of the European Union or France.
7. We undertake to, and we undertake to, anyone acting on our behalf², any member of our group, any subcontractor undertake to:
- 7.1 Comply with the environmental standards recognized by the international community, including the international conventions for the protection of the environment, and in particular to take all reasonable measures to avoid or limit the adverse effects on vegetation, biodiversity, soil, groundwater and surface water tables, and on people and property, resulting from pollution, noise, vibration, traffic and other effects resulting from our activities, consistent with the laws and regulations applicable in the country where the Contract is carried out.
- 7.2 Implement environmental and social risk mitigation measures where indicated in the environmental and social management plan provided by the Employer, and that emissions, surface discharges and pollutants produced by our activities comply with the limits, specifications or requirements applicable to the Market.
- 7.3 Respect workers' rights relating to wages, working hours, rest and holidays, overtime, minimum wages, regular payments, compensation and benefits in accordance with internationally recognised standards, including the fundamental conventions of the International Labour Organisation (ILO), in line with the laws and regulations applicable to the country where the Market is carried out; incorporate these elements in a document annexed to the employment contracts of our employees and make it available to the Client; and respect and facilitate workers' rights to organize and set up a representative bargaining mechanism for direct or indirect workers.
- 7.4 Establish practices of non-discrimination and equal opportunities, and ensure the prohibition of child labour and forced labour.

7.5 maintain a record for each local staff member of the hours worked by each person, the type of work, the wages paid and the training attended, and that these records are available at all times for review by the Employer and authorized government officials, in compliance with the laws and regulations applicable to the protection of personal data in the country where the Contract is performed.

8. We, whoever acting on our behalf, the members of our consortium, our subcontractors, our direct or indirect shareholders and our subsidiaries, authorize AFD to conduct investigations, and in particular to examine the documents and accounting documents relating to the award and performance of the Contract, including, but not limited to, our internal processes and procedures related to compliance with international sanctions imposed by the United Nations, the European Union and/or France, and to have them verified by auditors appointed by the AFD.
9. We declare that we have paid, or will pay, commissions, benefits, fees, gratuities or costs in connection with the procurement process or the performance of the Contract for the benefit of the following third party(ies) (such as an agent or intermediary)(*):

Name of the Third Party	Contracts	Motive	Amount (Precise the currency)

(*): If no amount has been paid or is not to be paid, indicate "None".

10. We undertake to communicate without delay to the Client, who will inform AFD, any change in the situation with regard to the foregoing points, including in the event of any sanction or embargo measure adopted by the United Nations, the European Union and/or France following our signature of this Declaration.

Name: -----As:-----

Duly authorized to sign on and on behalf of:-----

Signature :-----

-

Dated :-----